



CONSORTIUM POUR LA RECHERCHE
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2015



(Version provisoire)

Table des matières

RÉSUMÉ ANALYTIQUE	Erreur ! Le signet n'est pas défini.
A – RECHERCHE	6
✓ Le CRES contribue à l'amélioration de la qualité de vie des populations touchées par les inondations, dans les zones urbaines et périurbaines de Dakar	6
✓ Pour faire adopter des mesures fiscales en vue d'une réduction optimale du tabagisme dans la région, le CRES lance la deuxième phase de son programme de recherche anti tabac en Afrique de l'Ouest.....	7
✓ Le CRES apporte sa contribution dans la mise en oeuvre du projet NOPOOR, un consortium international de recherche sur la pauvreté.....	9
▪ <i>Les entreprises apprennent-elles en exportant ou apprennent-elles à exporter ? Des preuves d'entreprises manufacturières sénégalaises.</i>	9
▪ <i>L'impact de l'Accord de libre-échange entre l'Afrique de l'ouest et l'Union européenne sur la croissance et la pauvreté.</i>	10
▪ <i>Estimation des effets nets de la migration et des envois de fonds sur la pauvreté et les inégalités : des preuves du Burkina Faso, du Nigeria et du Sénégal.</i>	10
▪ <i>Effets de la migration et des envois de fonds sur l'utilisation du temps des enfants en Afrique de l'Ouest : cas du Burkina Faso, Nigeria et Sénégal.</i>	11
▪ <i>Envois de fonds et développement : les canaux d'envois de fonds ont-ils de l'importance?</i>	11
✓ le CRES procède à l'évaluation d'impact des projets du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAP)	14
✓ « Le potentiel du marché du travail dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique », une recherche menée par le CRES en collaboration avec le GIZ	16
✓ Le CRES intègre le réseau national d'analyse des politiques sectorielles du Projet d'appui aux politiques agricoles (PAPA)	16
✓ Dans le cadre de la deuxième Concertation nationale sur le crédit, le CRES étudie les contentieux bancaires et les décisions de justice.....	16
B. RENCONTRES ORGANISEES PAR LE CRES	18
✓ Conférence internationale sur les migrations.....	18
✓ Conférence internationale sur le développement durable	19
✓ Atelier de renforcement des capacités en analyse du genre en Afrique subsaharienne	20
C. PARTICIPATION DES CHERCHEURS A DES RENCONTRES NON ORGANISEES PAR LE CRES	21
✓ Conférence des Think tank sur le thème « Qualité de la recherche : approches, rayonnement et influence »	21
✓ Réunion de Global health policy think tanks and academic institutions	22
✓ Présentation du rapport du Fmi sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne	22
✓ Symposium sur l'Enfant au Sénégal : l'expertise du CRES partagée	23
D. FORMATIONS/RENFORCEMENT DE CAPACITÉS	24
✓ Voyage de recherche.....	24
✓ Formation en montage de projets européens.....	24
✓ Formation en community management et plaidoyer digital.	24
✓ Soutenances de thèses de doctorat	25
✓ Stages	26

E. PARTENARIAT	28
✓ Visite de travail de la commission de l'UEMOA au CRES pour une exploration des axes potentiels de collaboration dans le domaine de la recherche	28
F. PUBLICATIONS	29
✓ Documents de recherche.....	29
✓ Notes de politique.....	29
✓ Articles publiés dans des revues scientifiques	30
G. RESSOURCES HUMAINES	30
✓ Le CRES renforce son personnel.....	30
✓ Le CRES externalise son expertise.....	30
H. GOUVERNANCE ET PERFORMANCES ORGANISATIONNELLES.....	31
RAPPORT FINANCIER 2015	31

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Les activités mises en œuvre en 2015 sont conformes aux objectifs du Plan stratégique du CRES, en ce qu'elles s'inscrivent dans le cadre du renforcement de la qualité des politiques publiques et la recherche de solutions aux défis du développement par la conduite de programmes de recherche pertinents. Le projet « Vivre avec l'eau » et le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO) sont illustratifs à cet égard. On note aussi, comme le recommande le Plan stratégique, le souci d'une redynamisation et d'un développement de réseaux de partenaires dans la conduite des activités. Les exemples du consortium Nopoor et du projet régional tabac constituent des exemples pertinents d'une telle option.

Projets phares de 2015

1/ - « Vivre avec l'eau ». Dans le cadre du projet « Building resilience and adaptation to climate extremes and disasters » ou « Vivre avec l'eau », le CRES ambitionne d'améliorer la qualité de la vie des populations touchées par les inondations dans les zones urbaines et périurbaines de Dakar. Pour conduire ce projet, le CRES s'est associé à huit partenaires techniques qui auront en charge la construction d'infrastructures intégrées dans les quartiers informels se situant dans les zones inondables.

2/ - Tabac. Pour faire adopter des mesures fiscales susceptibles d'aboutir à la réduction optimale du tabagisme dans la région, le CRES a lancé la deuxième phase de son programme régional de recherche anti tabac en Afrique de l'Ouest. Ce programme comprend trois axes principaux :

- l'analyse de la consommation et la taxation optimale du tabac au Sénégal et au Nigéria ;
- le diagnostic des systèmes fiscaux nationaux, la création d'emploi par l'industrie du tabac, et l'impact d'une hausse des taxes sur la contrebande dans sept pays d'Afrique de l'Ouest ;
- La détermination des coûts sanitaires des maladies liées à l'usage du tabac au Sénégal.

3/ - Nopoor. Dans le cadre du projet Nopoor (un consortium international de recherche sur la pauvreté), le CRES a mené des recherches sur :

- la relation causale entre les exportations et la productivité dans les entreprises manufacturières au Sénégal ;
 - l'impact de l'Accord de libre-échange entre l'Afrique de l'ouest et l'Union européenne sur la croissance et la pauvreté ;
 - l'estimation des effets nets de la migration et des envois de fonds sur la pauvreté et les inégalités : des preuves du Burkina Faso, du Nigeria et du Sénégal ;
 - les effets de la migration et des envois de fonds sur l'utilisation du temps des enfants en Afrique de l'Ouest : cas du Burkina Faso, Nigeria et Sénégal ;
 - les rapports entre les envois de fonds et le développement ;
- Ces recherches, arrivées à terme en 2015, ont donné lieu à des conférences, ateliers d'information et de sensibilisation des parlementaires, et à des formations et renforcements de capacités.

4/ - PPAAO. Le CRES est en train de conduire une évaluation d'impact des projets du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAP). Le PPAAO est conçu pour rendre l'agriculture plus productive et pérenne, et pour améliorer les conditions de vie des consommateurs. Il s'appuie sur la mise à disposition de produits agricoles à prix compétitifs et le soutien de la coopération régionale en matière d'agriculture en Afrique de l'Ouest, conformément aux plans d'actions des cadres de la politique agricole de la CEDEAO/ECOWAP et du NEPAD/PDDAA. Il vise également à contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à travers une croissance importante du PNB agricole.

5/ - Marché du travail. Le CRES a mené une recherche collaborative avec le GIZ sur le potentiel du marché du travail dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. L'objectif de cette recherche est de fournir à l'ensemble des acteurs du secteur de l'énergie les connaissances nécessaires sur les défis et les potentiels d'emploi du sous-secteur des énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique au Sénégal.

6/ - Contentieux bancaires et décisions de justice. Le CRES a mené une étude sur les contentieux bancaires et les décisions de justice pour faire, d'une part, un état des lieux des décisions de justice relatives au contentieux bancaire, afin de les analyser en fonction de leur motivation, de la durée du traitement judiciaire et, d'autre part, de passer en revue les divers obstacles à une rapide délivrance de ces décisions, dans des conditions de sécurité juridique et judiciaire, garantant d'une confiance des parties en conflit dans la justice.

A – RECHERCHE

- ✓ **Le CRES contribue à l'amélioration de la qualité de vie des populations touchées par les inondations, dans les zones urbaines et périurbaines de Dakar**



En 2009, 360 000 personnes étaient victimes des inondations dans la région de Dakar, 30 000 maisons et 130 écoles étaient endommagées. Les dégâts étaient estimés à 42 milliards de FCFA. Cette situation implique inévitablement des problèmes liés à l'assainissement et interpelle les acteurs sur la nécessité de prendre les mesures urgentes et adéquates pour aider ces populations.

Dans le cadre du projet Braced « Building resilience and adaptation to climate extremes and disasters » ou « Vivre avec l'eau » soutenu par le gouvernement Britannique (DFID), le CRES s'est associé, en mars 2015, à huit partenaires techniques pour la construction d'infrastructures intégrées dans les quartiers informels se situant dans les zones inondables afin d'améliorer la qualité de vie des habitants, sans les déplacer. La durée de mise en œuvre de ce projet est prévue sur trois ans et devrait bénéficier à 920.000 personnes vivant dans les zones urbaines et périurbaines de Dakar.



En janvier 2015, le CRES et KPMG ont signé une convention de partenariat dans le cadre du programme BRACED (Partenariat pour la prévention intégrée des inondations) initié par DFID,

agence de coopération britannique. Ce programme, porté par un consortium de plusieurs organismes internationaux et nationaux, intervient dans 12 villes du territoire national pour un renforcement de la résilience de celles-ci, face aux effets extrêmes des changements climatiques. KPMG gère les fonds et le CRES a recruté le Cabinet Mandou Consulting pour une collaboration dans le cadre du projet « vivre avec l'eau ». Une réunion de lancement du programme a eu lieu le 23 février 2015 dans les locaux de l'institut EDGE du CRES. Des travaux ont été effectués sur les procédures avec la mission de supervision de KPMG.



✓ **Pour faire adopter des mesures fiscales en vue d'une réduction optimale du tabagisme dans la région, le CRES lance la deuxième phase de son programme de recherche anti tabac en Afrique de l'Ouest**

Depuis 2011, le CRES exécute un programme régional sur la taxation du tabac en Afrique de l'Ouest. Dans la première phase de ce programme, 15 rapports nationaux, une synthèse régionale et des notes de politiques issues de ces documents ont été réalisés par les 15 équipes nationales de recherche. Deux conférences régionales de partage des résultats de recherche et de réflexion sur les actions à mener pour un changement de politiques de taxation du tabac en Afrique de l'ouest ont été organisées. En réponse à l'application des recommandations émises lors de ces rencontres auxquelles ont participé des représentants



des 15 pays membres de la CEDEAO, des communautés économiques régionales Ouest Africaines et des organisations internationales, le CRES a élaboré la deuxième phase du programme de recherche-action sur la taxation des produits du tabac en Afrique de l'Ouest, et obtenu, en décembre 2015, un financement pour son exécution.

Ce programme comprend trois axes principaux :

- L'analyse de la consommation et

la taxation optimale du tabac au Sénégal et au Nigéria ;

- Le diagnostic des systèmes fiscaux nationaux, la création d'emploi par l'industrie du tabac, et l'impact d'une hausse des taxes sur la contrebande dans sept pays d'Afrique de l'Ouest ;
- Les coûts sanitaires des maladies liées à l'usage du tabac au Sénégal.

Les activités suivantes ont été menées dans le cadre de ce programme.

=) Dissémination. La Coordination du projet tabac a mené des activités de dissémination et de réseautage à l'occasion de la 16^{ème} *World Conference on Tobacco or Health* qui s'est déroulée du 17 au 21 mars 2015, à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis). Ont pris part à cette rencontre, le Pr. Abdoulaye Diagne et Mme Nafissatou Baldé Sow. La rencontre avait pour thème : " Le tabac et les maladies non transmissibles".

Elle a regroupé plus d'une centaine d'organisations œuvrant dans la lutte contre le tabac dans les cinq continents. Les séances plénières, ateliers et symposiums ont permis aux participants (médecins, acteurs de la société civile, représentants des gouvernements et des organisations internationales) de partager leurs expériences et de discuter des différents aspects de la lutte anti tabac, ainsi que des actions à mettre en œuvre pour progresser dans le domaine et faire face aux agissements de l'industrie du tabac.

Lors de cette conférence, le CRES a présenté une communication intitulée " *Engaging Regional Block in Tobacco Control and NCDs*" lors du symposium " *Investing in capacity building in Africa*" organisé par CTCA. Un poster sur la méthodologie et les résultats de son projet régional sur la taxation du tabac en Afrique de l'Ouest a aussi été présenté. Cette conférence a été une occasion d'accroître la visibilité du CRES et celle de son programme sur la taxation du tabac.

=) Visite de Joshua Kyallo, directeur de CTFK. Le 7 Avril 2015, les membres de l'équipe tabac du CRES ont tenu une séance de travail avec Joshua Kyallo, le Directeur de l'organisation *Control for tobacco free kids*, accompagné de M. Bamba Sagna, acteur de la société civile. Monsieur Kyallo a fait part de son intention de collaborer avec le CRES. Plusieurs pistes de collaboration lui ont été proposées :

- initier un plaidoyer au niveau régional pour accélérer l'adoption de la directive régionale sur la taxation du tabac ;
- développer un plaidoyer en matière de taxation du tabac au Sénégal pour renforcer le leadership de notre pays en Afrique de l'Ouest
- appuyer le Ministère de la santé pour que les recettes fiscales liées au tabagisme puissent servir aux activités de lutte contre le tabac ;
- renforcer la capacité des acteurs de la société civile en matière de taxation du tabac, notamment, au Sénégal, mais également dans certains pays phares de la région éventuellement (par exemple, le Nigéria et le Ghana).
- mettre en place un plaidoyer pour l'adoption d'une nouvelle politique de taxation au Nigéria.

En conclusion, il a été demandé au CRES de traduire ces propositions en activités pour les rendre réalisables.

=) Conférence sur le tabac à Cape Town. Mme Nafissatou Baldé a assisté, du 22 au 26 Juin 2015, à un atelier de formation sur les problématiques liées au tabac, à l'Université de Cape Town, en Afrique du Sud. Cette formation, regroupant des chercheurs et personnes actives dans la lutte antitabac au Sénégal, en Ouganda, au Malawi et en Zambie, avait pour but de renforcer les capacités des participants en matière de recherche économique et de plaidoyer lié au tabac en Afrique Sub-Saharienne. Outre les aspects techniques, la rencontre a permis le partage d'expériences entre les différents pays, et les discussions ont porté sur les difficultés rencontrées dans le cadre de la recherche sur le tabac, notamment, l'accès aux données et le manque d'évidences empiriques dans ce domaine en Afrique.

=) Réunion du Comité technique des Experts de la CEDEAO. Suite aux ateliers régionaux de plaidoyers organisés par le CRES à Abidjan, en février 2014, en vue de proposer un projet de

directive à la CEDEAO et à l'UEMOA, le comité technique des experts de la CEDEAO s'est réuni à Ouagadougou (Burkina Faso) du 9 au 11 juillet 2014 et a adopté le projet de directive portant harmonisation et ajustement de la hausse des droits d'accises sur les produits du tabac dans les Etats membres de la CEDEAO.

Dans une démarche participative, le CRES a tenu à présenter d'abord aux parlementaires de la CEDEAO et de l'UEMOA, les arguments en faveur d'un changement de taxation du tabac dans la sous-région. A travers un engagement solennel dit « Déclaration d'Abidjan », leurs représentants aux ateliers d'Abidjan ont exprimé leur volonté de soutenir et de porter le projet au niveau de leurs parlements respectifs. Des ateliers techniques ont réuni les représentants des administrations douanières, fiscales et sanitaires des 15 pays.

Le comité technique de la CEDEAO a revisité le texte devant les représentants des commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA, de l'OOAS, de l'OMS, des ministères de l'économie et des finances des 15 pays membres de la CEDEAO, à travers leurs administrations fiscales et douanières, et les représentants des ministères de la santé et la société civile active dans la lutte antitabac au niveau national, régional et international.

Certaines dispositions de la CCLAT sur les effets néfastes du tabagisme et ses conséquences sur les populations et sur les gouvernements ont été rappelées. La forte taxation du tabac comme moyen efficace de réduire sa consommation a été réaffirmée et largement démontrée par de nombreuses études. Celles-ci ont montré que l'augmentation des impôts indirects sur le tabac apparaît comme la mesure de lutte antitabac la plus efficace. Une augmentation de 10 % du prix du tabac entraînerait une baisse de la consommation de 4% dans les pays à revenu élevé, et de 8% dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire.

Le Professeur Abdoulaye DIAGNE, Directeur du CRES, a profité de cette rencontre pour rappeler le chemin parcouru par son institution et les étapes franchies en collaboration avec la CEDEAO.

Le CRES s'est engagé non seulement à continuer de soutenir la CEDEAO jusqu'à l'adoption d'une directive et l'application de différents articles, mais aussi à mener des recherches et actions visant à renforcer la capacité des administrations pour une bonne application de ladite directive.

✓ **Le CRES apporte sa contribution dans la mise en oeuvre du projet NOPOOR, un consortium international de recherche sur la pauvreté**

Le CRES est impliqué dans la mise en œuvre du projet Nopoor depuis trois ans, et a produit ses rapports sur quatre des cinq axes dans lesquels il s'était engagé. Les résumés ci-après font la synthèse des travaux de Fatou Cissé du CRES dans ce cadre.

- *Les entreprises apprennent-elles en exportant ou apprennent-elles à exporter ? Des preuves d'entreprises manufacturières sénégalaises.*

Le commerce international profite aux parties qui échangent en exposant les pays aux stocks de connaissances de leurs partenaires. Pourtant, la littérature de plus en plus importante traitant des effets de l'ouverture commerciale sur la performance de l'entreprise n'a pas encore fourni de prévision précise de la direction de causalité (Rodrik, 1988, et Tybout 1995). La présente recherche de Fatou Cissé examine la relation causale entre les exportations et la productivité dans les entreprises manufacturières au Sénégal, en utilisant des données de panel pour la période 1998-2011. Elle considère la productivité totale des facteurs (PTF) pour mesurer le rendement de l'entreprise et emploie trois approches pour le calculer (Olley et Pakes, 1996 ; Levinshon et Petrin, 2003 ; Blundell et Bond, 1999). Après le contrôle des biais de l'endogénéité et de la sélection de l'échantillon, les résultats indiquent à la fois l'existence d'une auto-sélection des entreprises les plus performantes et celle de l'effet de l'apprentissage dans le marché de l'exportation. Ils montrent aussi que l'intensité du capital, l'accès au brevet et l'expérience d'exportation influent



de manière positive la décision d'exporter des entreprises sénégalaises. D'un point de vue politique, cette preuve de l'apprentissage par l'exportation suggère que le Sénégal gagnerait beaucoup à encourager les exportations, en aidant les entreprises nationales à surmonter les obstacles pour entrer sur les marchés étrangers, notamment en promouvant l'accès aux autorisations d'exportation.

- *L'impact de l'Accord de libre-échange entre l'Afrique de l'ouest et l'Union européenne sur la croissance et la pauvreté.*

L'accord de Cotonou conclu en juin 2000 entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifiques (ACP) et l'Union européenne (UE) a mis fin aux régimes successifs de Lomé et ouvert la voie à la conclusion d'Accords de partenariat économique (APE) compatibles avec les règles de l'Organisation mondiale du commerce. Les APE ont pour objectif de créer une zone de libre-échange (ZLE) entre l'UE et l'Afrique de l'ouest (AO). Ainsi les économies ouest africaines devraient ouvrir leur marché intérieur à la quasi totalité des produits de l'UE sur une période de 20 ans. A l'aide d'un modèle macroéconomique multipays, Fatou Cissé et Ismaël Fofana évaluent les effets à court, moyen et long terme sur les revenus fiscaux, la balance commerciale, l'emploi, la croissance et la pauvreté de la suppression des droits de douane sur les importations des produits en provenance de l'UE, et ceci, sous différents scénarii d'offre d'accès aux marchés. Les résultats des simulations indiquent que, sans aucun programme d'accompagnement et de mise à niveau des entreprises, les économies ouest africaines font face à une pression lorsque la libéralisation atteint 75 pour cent des importations, ce qui conduit à un taux de croissance plus lent et une augmentation de la pauvreté. La détérioration de la balance commerciale et la perte de revenus fiscaux sont la principale cause de la contre performance. Les résultats indiquent aussi une réorientation des échanges en faveur de l'UE et au détriment des autres partenaires commerciaux. L'effet sur le commerce intra communautaire est très faible. On note d'importantes disparités entre les pays de la sous-région. Le taux de croissance accélère dans quatre pays : la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Niger et le Bénin ; il ralentit dans cinq autres : le Nigeria, le Sénégal, le Togo, le Cap-Vert et de la Guinée-Bissau ; et enfin, une stagnation du taux de croissance est observée dans les autres pays considérés dans l'étude : le Burkina Faso, le Mali et la Guinée. Le Nigeria paye le prix le plus élevé d'une plus grande ouverture du marché. Lorsqu'on suppose que les APE sont accompagnés d'un programme de production d'énergie et des infrastructures de transport, les simulations indiquent de meilleurs effets en terme de taux de croissance et de réduction de la pauvreté dans tous les pays. Du point de vue politique économique, les résultats impliquent la nécessité de développer des programmes d'accompagnement des économies ouest africaines pour stimuler la compétitivité des entreprises au cours des processus de libéralisation.

- *Estimation des effets nets de la migration et des envois de fonds sur la pauvreté et les inégalités : des preuves du Burkina Faso, du Nigeria et du Sénégal.*

Dans cette recherche, Fatou Cissé, Gaye Daffé et Bambio Yiriyibin, utilisent les enquêtes nationales auprès des ménages sur les migrations réalisées en 2009 au Burkina Faso, au Nigeria et au Sénégal pour estimer l'impact de la migration et des envois de fonds sur la pauvreté et les inégalités. Ils adoptent l'approche contrefactuelle et la méthode de variables instrumentales pour contrôler l'endogénéité entre la migration ou les transferts de fonds. Des mesures des inégalités et de la pauvreté observées sont comparées avec leurs contrefactuels. Les résultats indiquent que la migration et les transferts ont réduit la pauvreté tout en augmentant les inégalités. De même, ils ont globalement tous les deux augmenté la profondeur et la gravité de la pauvreté. Cependant, la croissance des dépenses par habitant qu'ils induisent n'est pas favorable aux pauvres. Ces résultats nécessitent des implications de politique, dont : i) l'amélioration des instruments de transfert d'argent et la baisse du coût du transfert, et ii) une meilleure communication sur les projets de développement initiés grâce à la migration et l'envoi de fonds ainsi que le ciblage des transferts sociaux.

- *Effets de la migration et des envois de fonds sur l'utilisation du temps des enfants en Afrique de l'Ouest : cas du Burkina Faso, Nigeria et Sénégal.*



Cette recherche de Fatou Cissé, Gaye Daffé et Bambio Yiriyibin, examine les effets de la migration internationale et des envois de fonds sur les activités des enfants dans trois pays d'Afrique de l'Ouest (Burkina Faso, Nigeria et Sénégal). Elle se concentre sur les enfants de 6 à 15 ans et distingue trois activités : la fréquentation scolaire, le travail rémunéré et le travail non rémunéré. Les chercheurs ont adopté une approche contrefactuelle et la méthode de variables instrumentales pour contrôler l'endogénéité. Pour avoir une meilleure compréhension de la façon dont la migration de la famille et la

réception des fonds affectent les enfants, ils dissocient l'effet de la migration de celui des transferts. Les résultats des estimations indiquent que les effets combinés de la migration et des envois de fonds ont un impact positif sur la fréquentation scolaire, négatif sur le travail rémunéré et mitigé sur le travail non rémunéré. Les résultats montrent également que les phénomènes n'ont pas les mêmes effets sur les activités de l'enfant. Dans les trois pays, les effets de la migration et des envois de fonds sur l'éducation et le travail rémunéré sont opposés. Ainsi, ne pas distinguer la migration des envois pourrait conduire à des résultats biaisés. D'un point de vue de politique générale, les résultats confirment l'importance de distinguer entre les effets des transferts de fonds et de la migration dans l'élaboration des politiques. Plus précisément, si l'objectif est d'augmenter les investissements dans le capital humain des enfants, les politiques visant à accroître les flux d'envois de fonds (par exemple, en réduisant les coûts de transfert ou en offrant des fonds de contrepartie) peuvent s'avérer particulièrement utiles pour les pays en développement touchés par une importante émigration.

- *Envois de fonds et développement : les canaux d'envois de fonds ont-ils de l'importance?*

Les transferts de ressources représentent une stratégie pour acquérir du capital afin de couvrir les pics de consommation des ménages ou pour financer de nouveaux investissements productifs. En 2010, le Sénégal a reçu 1,346 milliards de dollars US comme envois de fonds des travailleurs, ce qui représente en moyenne 10,4 pour cent du PIB du Sénégal. Avec ce montant, il occupe la 4^{ème} place parmi les pays d'Afrique subsaharienne qui reçoivent le plus de transferts (Banque mondiale, 2011). Compte tenu de cette importance croissante des envois de fonds vers les pays en développement, la question se pose de savoir si les envois de fonds ont un effet réel sur le développement économique dans les pays d'origine. Une vaste littérature suggère que les flux d'envois de fonds pourraient devenir un outil important pour le développement économique, en particulier si elles sont orientées vers l'investissement productif (Ratha, 2007). De ce point de vue, deux questions fondamentales se posent. Comment ces envois de fonds sont dépensés ? Quel est le rôle des canaux de transferts dans l'utilisation de ces ressources ? Cette recherche menée par Fatou Cissé, Andrianarison Francis, et Rabeloma Tiana adopte l'approche contrefactuelle et utilise les données d'une enquête nationale sur la migration réalisée au Sénégal en 2009 pour analyser comment les canaux de transfert de fonds affectent le comportement de dépenses des ménages sénégalais. Deux conclusions émergent. D'abord, après contrôle des biais de la sélection et de l'endogénéité, les résultats indiquent que les ménages qui reçoivent des fonds par le biais des canaux non officiels dépensent légèrement plus sur les produits alimentaires par rapport à ce qu'ils auraient dépensé sur ces biens s'ils recevaient ces fonds des canaux officiels. Ensuite, les canaux de transferts officiels conduisent à augmenter relativement de manière significative les dépenses en éducation et en biens productifs. Les ménages recevant des

fonds par le biais des canaux non officiels dépensent légèrement moins sur l'éducation et les biens productifs, par rapport à ce qu'ils auraient dépensé sur ces biens s'ils recevaient des fonds par les canaux officiels.

La suite des activités du CRES dans Nopoor porte sur la préparation des publications et la dissémination des résultats de recherche. Les activités suivantes ont été menées dans ce cadre.

=> **Participation à la conférence sur le thème « 3 research for change ».** Le 3 juin 2015, Fatou Cissé du CRES a participé à une rencontre organisée par *Nopoor* à Bruxelles sur le thème « 3 research for change » qui s'est tenue en marge des journées européennes de développement. C'était dans le cadre du Partenariat mondial pour l'éradication de la pauvreté et le développement durable après 2015 et les objectifs de développement durable (ODD). Les interventions ont porté sur les résultats scientifiques pouvant être traduits en actes.

Six chercheurs du projet *Nopoor* ont pris part aux tables rondes :

1. Xavier Oudin (IRD) sur le thème *Inégalité* ;
2. Kirsten Uchile Sehnbruch (*Centre for New Development Thinking, University du Chili*) sur le thème *Emplois de qualité*
3. Basudeb Chaudhuri (CNRS) sur le thème *Emploi et régimes de subventions* ;
4. Fatou Cissé (CRES) sur le thème *Commerce* ;
5. Heidi Dumreicher (OIKODROM) sur le thème *Autonomisation* ;
6. Edgar Aragon (ITESM-EGAP, Mexico) sur le thème *Élaboration des politiques*.



=> **Participation à la conférence annuelle de Nopoor.** La quatrième réunion annuelle du projet *Nopoor*, organisée par l'Académie des sciences sociales du Vietnam (ASSV) et ses partenaires, a eu lieu à Hanoi, du 10 au 12 Juin 2015. Le CRES y était représenté par le Pr Abdoulaye Diagne et par Fatou Cissé.

=> **Atelier d'information et de sensibilisation des parlementaires sur les enjeux migratoires au Sénégal**



Des députés membres du Réseau pour la défense, la promotion et l'insertion des Sénégalais de l'extérieur ont pris part à une journée d'information et de sensibilisation sur la problématique des migrations, à l'Assemblée nationale. Cette rencontre co-organisée par le CRES et l'OIM le 2 juillet 2015, a permis à ces députés d'exprimer leur volonté de « porter le plaidoyer auprès des populations, des autorités afin de résoudre la question liée à l'émigration clandestine ». Le contexte est, en effet, marqué aujourd'hui par la tragédie des naufrages, en Méditerranée, de migrants africains dont de nombreux Sénégalais.

Pour la présidente du Réseau, Awa Mbodj, « il est important que les parlementaires disposent d'informations et de connaissances précises sur les questions de migration afin de pouvoir mener un plaidoyer pertinent ».

Elle a signalé qu'une requête a été introduite par le Réseau des parlementaires auprès de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le but visé est de bénéficier d'une session d'information sur les flux migratoires et sur l'impact des transferts de fonds sur l'économie, afin de trouver des solutions alternatives à la migration clandestine. L'idée est de "disposer de renseignements précis afin de cerner la problématique avant d'aller vers les populations, surtout les jeunes".



=) Participation à l'atelier de formation Nopoor : Le Consortium *Nopoor* a tenu à Paris, sa troisième école d'été portant sur le thème : *Measuring poverty on a multidisciplinary basis*. La session s'est déroulée du 26 juin au 1 juillet 2015, à l'Université Paris Dauphine s'inscrit dans le cadre du renforcement de capacités du *work package* 12 de *Nopoor*. L'atelier visait à donner une meilleure compréhension de la mesure de la pauvreté en s'appuyant sur diverses méthodes et approches utilisées par de grands chercheurs. Les doctorants Harouna Wassongma et Akim Al-Mouksit y ont pris part. L'atelier qui a commencé avec les sessions de formations (ci-dessous) s'est terminé par une table ronde.



- ✓ **le CRES procède à l'évaluation d'impact des projets du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAP)**



Le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAP) est initié par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au profit des pays membres, avec l'appui financier de la Banque Mondiale (IDA). Il est prévu pour une durée de 10 ans, en deux phases de cinq ans chacune.

La Phase 1, phase d'initiation, vise à mettre en place le cadre du programme portant sur les mécanismes pour le partage des technologies, l'établissement de centres nationaux de spécialisation (CNS) et le financement de projets de recherche agricole sur base compétitive.

La phase 2, phase d'expansion, met l'accent sur le renforcement des centres nationaux de spécialisation et sur leur transformation en Centres régionaux d'Excellence (CRE), sur la consolidation des systèmes de diffusion et d'adoption des technologies et sur le développement d'un nombre croissant de technologies.

Le PPAAO/WAAP est conçu pour rendre l'agriculture plus productive et pérenne, afin d'améliorer les conditions de vie des consommateurs par la mise à disposition de produits agricoles à prix compétitifs et pour soutenir la coopération régionale en matière d'agriculture en Afrique de l'Ouest, conformément aux plans d'actions des cadres de la politique agricole de la CEDEAO/ECOWAP et du NEPAD/PDDAA. Il vise également à contribuer à l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à travers une croissance importante du PNB agricole.

L'approche adoptée pour le PPAAO/WAAP repose, d'une part, sur l'intégration et l'harmonisation des politiques agricoles nationales et, d'autre part, sur l'établissement de liens étroits entre la recherche, la vulgarisation, les producteurs et les opérateurs privés.

Pour le Sénégal, les filières retenues sont les cultures à base de céréales sèches (mil, maïs, riz, sorgho et fonio), des cultures associées (arachide, niébé et sésame) ; les filières lait et viandes et les filières horticoles (oignon, mangue et tomate).

Plus spécifiquement, le PPAAO/WAAP vise à : (i) générer, développer et diffuser à large échelle des technologies améliorées dans les filières prioritaires retenues pour le pays, (ii) diffuser les technologies améliorées de production, de transformation et de valorisation des spéculations ciblées aux plans national et sous-régional en vue de faciliter leur accès par les producteurs agricoles, les agro-industries et tous autres utilisateurs et, (iii) rendre fonctionnel le Centre National de Spécialisation dont l'Agence d'Exécution est le Centre d'Etude Régional pour l'Amélioration de l'Adaptation à la Sécheresse (CERAAS) de l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA) pour la productivité des céréales sèches (mil, maïs, sorgho et fonio) et les cultures associées (arachide, niébé et sésame).

Le but de l'étude du CRES dans ce projet est, d'une part, de mener une étude scientifique afin de montrer la façon dont ont été dépensés les fonds octroyés au WAAPP par ses partenaires (L'Etat du Sénégal et la Banque mondiale) et, d'autre part, de mesurer l'impact de ces

technologies diffusées sur les conditions de vie des bénéficiaires. La cellule de suivi et évaluation du projet est composée de tous les partenaires (ISRA, CRES, l'ANCAR, DAPSA, FNRA) afin d'instaurer une meilleure coordination des activités. Des études complexes sont menées, compte tenu du nombre important de technologies et de la diversité d'acteurs intervenants.

Dans le cadre de l'étude de référence et l'évaluation d'impact dudit programme, le 22 juin 2015, s'est tenue à la salle de conférence de l'ITA, un atelier d'échange entre l'équipe du CRES et les représentants du Programme de Productivité Agricole en Afrique de L'Ouest (PPAAO /WAAPP), de l'ISRA, de l' ANCAR, de l' ITA, de la DAPSA et du FNRA.



=> Atelier d'échanges sur le Programme WAAPP. Du 22 au 24 juin 2015, s'est tenu à la salle de conférence de l'ITA, un atelier d'échange entre l'équipe du CRES, les porteurs de projets et les représentants du Programme de Productivité Agricole en Afrique de L'Ouest PPAAO /WAAPP dans le cadre de l'étude de référence et d'évaluation d'impact dudit programme. L'objectif était d'échanger sur les outils de collecte d'informations élaborés par le CRES notamment les fiches destinées aux porteurs de projets du WAAPP et les différents indicateurs.

Plusieurs engagements ont été pris au terme de la rencontre :

- le CRES a été chargé de réviser les fiches destinées aux porteurs de projets ;
- les représentants du Programme devaient remettre des fiches de collecte au CRES le mercredi 1er juillet 2015 ;
- des guides de visite devaient être remis aux enquêteurs ;
- les porteurs de projets devaient appuyer l'identification des zones des enquêtés ;
- les fiches de suivi des groupements bénéficiaires de la décortiqueuse de fonio et la liste des fréquentations des utilisateurs des décortiqueuses de fonio devaient être fournies ;
- Une feuille du GIE WALO aliments devait être ajoutée.

=> Présentation du premier draft du rapport sur l'évaluation d'impact et/ou de la situation de référence des technologies diffusées par le Programme WAAPP/PPAAO.

Le 29 octobre 2015, le CRES a présenté le draft du rapport sur l'évaluation d'impact et/ou de la situation de référence des technologies diffusées par le Programme WAAPP/PPAAO. A cette occasion, le Pr Diagne a informé de l'état d'avancement des activités et des résultats préliminaires sur la recherche menée. Les projets de chaque grappe ont été présentés, ainsi que la répartition de l'échantillon « variétés de semences » par région, département, commune et village ainsi que l'état d'avancement de l'élaboration des questionnaires. Les difficultés rencontrées dans le remplissage des fiches ont aussi été soulignées.

Les causes des retards du volet « Panification » ont été identifiées, et le FNRA s'est engagé à trouver les solutions qui devraient permettre au CRES de pouvoir atteindre son objectif de 100 boulangeries enquêtées.

Au cours de la rencontre, le plan des rapports a été examiné de même que le draft de la première partie. La présentation des résultats a porté sur les statistiques descriptives, les

facteurs expliquant l'adoption de la technologie et celles des résultats de l'évaluation d'impact.

Les représentants du CRES ont tenu à expliquer à la Banque Mondiale la complexité de l'étude qui s'étend sur tout le territoire national notamment et qui, par conséquent requiert une main d'œuvre importante. Malgré ces problèmes, l'engagement a été pris de livrer les rapports sur les techniques de lutte de la mouche des mangues et la panification en décembre 2015 et ceux de l'ensemble des 10 grappes vers Mars 2016.

✓ **« Le potentiel du marché du travail dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique », une recherche menée par le CRES en collaboration avec le GIZ**

En collaboration avec la GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) l'agence de coopération internationale allemande pour le développement, le CRES a entamé une recherche destinée à fournir à l'ensemble des acteurs du secteur de l'énergie les connaissances nécessaires sur les défis et les potentiels d'emploi du sous-secteur des énergies renouvelables et sur l'efficacité énergétique au Sénégal.

Il s'agit de produire une compréhension détaillée des défis que le Sénégal doit relever, afin de faire des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique un véritable bassin d'emplois qualifiés en faveur des jeunes. Plus spécifiquement, il s'agit de présenter une approche pour une analyse de la situation actuelle du marché de l'emploi dans le sous-secteur des énergies renouvelables. L'approche s'inscrit dans le moyen terme, l'analyse rétrospective couvrant la période 2010-2013.

L'équipe du CRES a rencontré les responsables de la GIZ chargés de l'étude pour échanger sur les objectifs, la date de démarrage effectif des activités, les orientations stratégiques, la conduite des travaux, les détails de la méthodologie et le calendrier de travail opérationnel.

Le CRES a aussi organisé, du 10 au 12 novembre 2014, des entretiens de groupe avec des acteurs (entrepreneurs, formateurs, régulateurs, etc.) qui ont permis de recueillir des informations relatives aux caractéristiques et aux défis de l'emploi du sous-secteur.

C'est un premier pas vers un vaste programme de recherche que le CRES ambitionne de réaliser sur les questions énergétiques et notamment sur celui des énergies renouvelables.

✓ **Le CRES intègre le réseau national d'analyse des politiques sectorielles du Projet d'appui aux politiques agricoles (PAPA)**

Le CRES a participé à l'atelier d'échanges sur la création et le fonctionnement d'un réseau d'analyses sur les politiques agricoles organisé le 8 Décembre 2015 par le ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER) du Sénégal. Outre le CRES, la rencontre présidée par le Dr Ibrahima Mendy, directeur de l'Analyse de la Prévision et des statistiques agricoles du MAER, a enregistré la participation de l'IPAR, d'*Africa Lead*, de l'IFPRI et de l'Université Gaston Berger de Saint Louis. Elle visait les objectifs suivants : (1) échanger sur les objectifs et résultats attendus du réseau, (2) examiner la liste des structures identifiées, (3) Identifier et valider la liste des membres du réseau, (3) proposer des orientations pour le mode de fonctionnement du réseau, (4) Elaborer une feuille de route pour la suite des activités du réseau.

✓ **Dans le cadre de la deuxième Concertation nationale sur le crédit, le CRES étudie les contentieux bancaires et les décisions de justice**

L'étude sur les contentieux bancaires et les décisions de justice entre dans le cadre de la deuxième concertation nationale sur le crédit, organisée par la Direction de la Monnaie et du Crédit, en vue d'un meilleur accès au financement du secteur privé, en général, et des petites et moyennes entreprises (Pme), en particulier.

Les conflits nés des relations entre banques ou établissements de crédit ou instituts du système financier décentralisé et leurs clients sont, pour l'essentiel, soumis à l'appréciation des Cours et Tribunaux.

Les décisions de justice rendues sont toujours diversement appréciées.

L'objectif de l'étude est, par conséquent, de faire, d'une part, un état des lieux des décisions de justice relatives au contentieux bancaire, de les analyser en fonction de leur motivation, de la durée du traitement judiciaire et, d'autre part, de passer en revue les divers obstacles à une rapide délivrance de ces décisions, dans des conditions de sécurité juridique et judiciaire, garantes d'une confiance des parties en conflit dans la justice.

L'occasion est saisie pour concevoir un cadre de concertation entre banques, juges et administrations et opérateurs économiques, en vue d'échanger sur les conclusions, et aboutir à la formulation de recommandations à prendre en compte, en cas de besoin, par toutes les parties prenantes, notamment le législateur communautaire, l'Etat, les juges et auxiliaires de justice, les banques.

B. RENCONTRES ORGANISEES PAR LE CRES

✓ Conférence internationale sur les migrations

Le 21 avril 2015, une conférence internationale sur la migration a été organisée à l'hôtel Terrou-bi de Dakar, en présence d'une centaine d'experts et d'autorités publiques et privées, venus d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique. Cette Policy forum présidée par Monsieur Souleymane Jules Diop, Secrétaire d'Etat chargé des Sénégalais de l'extérieur, fut un cadre d'échanges entre chercheurs, décideurs et acteurs intervenant sur les questions de la migration et les transferts de fonds, et sur les agendas des politiques en cours relatives aux questions de migration. Le Pr Abdoulaye Diagne a présenté son papier "*Chocs and Poverty in the Developing Countries*".



Les 20, 22 et 24 Avril 2015, un atelier de trois jours a été organisé à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Fatou Cisse (CRES) a présidé la session G qui avait pour thème "*Immigration Policies, Laws and the Media*".



✓ Conférence internationale sur le développement durable

En collaboration avec l'Université des Nations Unies (Unu-Merit) de Maastricht, le CRES, a organisé la deuxième conférence internationale sur le développement durable en Afrique, les 26 et 27 novembre, à Dakar. Cette conférence sur la gouvernance, la croissance et l'innovation, l'éducation, l'agriculture et le changement climatique, a vu la participation de décideurs politiques et privés, des organisations internationales, de chercheurs venus d'Afrique, d'Europe, d'Asie et d'Amérique.



M. Cheikh Tidiane Diop, secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances, représentant le ministre de tutelle, a présidé la première journée. Il a profité de la rencontre pour informer de l'engagement du Gouvernement du Sénégal à octroyer un financement de 500 000 000 F CFA à l'Institut des Nations unies créé par le CRES et UNU-MERIT à Dakar, suite à l'accord de siège signé en 2014.



Le Pr. Mary Teuw Niane, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche qui a présidé la cérémonie de clôture, a réitéré cet engagement et a rappelé que l'ensemble des thématiques développées lors de la conférence sont au cœur des préoccupations du Président Macky Sall.



✓ **Atelier de renforcement des capacités en analyse du genre en Afrique subsaharienne**



Sous l'égide du CRDI, dans le cadre l'Initiative *Think Tank*, le CRES a organisé, du 7 au 10 décembre 2015, un atelier technique de renforcement des capacités en analyse genre dans les pays d'Afrique subsaharienne. C'était en collaboration avec deux institutions basées en Ouganda, *Advocates Coalition for Development and Environment (ACODE)* et *Economic Policy Research Centre (EPRC)*. La formation, animée par le Pr Kiran Cunningham (Etats Unis), le Pr Kanbitha Kiriti-Nganda et le Dr Mbarou Gassama Mbaye (ONU femmes) avec la participation du Pr Abdoulaye Diagne (Directeur exécutif du CRES), du Dr Diakalia Sanogo (Initiative Think tank - CRDI) et de Paul Okwi (CRDI -Kenya) et d'autres participants venus d'Afrique centrale, australe, orientale et occidentale.

L'objectif global de cet atelier de formation était de renforcer les capacités des chercheurs, des praticiens, des décideurs et des universitaires dans les méthodes d'analyse (à la fois qualitatives et quantitative) des questions de genre.



C. PARTICIPATION DES CHERCHEURS A DES RENCONTRES NON ORGANISEES PAR LE CRES

- ✓ **Conférence des Think tank sur le thème « Qualité de la recherche : approches, rayonnement et influence »**



Du 18 au 20 février 2015, l'Initiative Think tank a organisé à Istanbul (Turquie) une rencontre qui a rassemblé près de 200 Think tanks (parmi lesquels, le CRES), des décideurs, des universitaires et d'autres organismes de recherche d'Afrique, d'Amérique du Sud, d'Amérique latine et d'Europe, ainsi que des représentants de bailleurs de fonds (le CRDI, le Norad, l'ACBF, la fondation William et Flora Hewlett et le Réseau pour la lutte contre la pauvreté et la gestion économique de la Banque mondiale), des représentants des organisations de la société civile, ceux des secteurs privé et public. Le CRES y était représenté par le Pr Abdoulaye Diagne, Directeur exécutif, Fatou Cissé Chef du Département de recherche « Croissance et équité » et Doudou Ndiaye, Directeur de la Communication. Le but était de favoriser des échanges sur le thème « Qualité de la recherche : approches, rayonnement et influence ».



Au cours de cette séance plénière, trois *Think tanks* ont projeté un film illustrant leur contribution à la mise en place de solutions plus efficaces à certains des problèmes sociaux et économiques les plus complexes, en Inde, au Sénégal et en Bolivie. Les trois histoires de changement (dont celle du CRES) ont été choisies après une sélection opérées parmi 43 propositions faites par des *Thinks tank* d'Afrique d'Asie et d'Amérique latine. Chaque projection a été suivie d'une discussion. La plénière a été modérée par Sarah Lucas (Fondation William et Flora Hewlett, États-Unis), coordonnée par Julie LaFrance et animée par Anshu Bharadwaj (CSTEP, Inde), Ajah Mathur (directeur général, Bureau de l'efficacité énergétique, gouvernement de l'Inde), Doudou Ndiaye (Directeur de la Communication, CRES, Sénégal) et Oumar Ndao (Point focal tabac du ministère de la Santé, Sénégal).



✓ **Réunion de Global health policy think tanks and academic institutions**

Le Pr. Abdoulaye Diagne a participé à la réunion de *Global health policy think tanks and academic institutions* tenue 12-13 novembre 2015, au *Graduate Institute* de Genève. Plus de 50 *think tanks* et des institutions universitaires ont discuté de leur rôle dans la contribution à la santé mondiale et d'une plus grande équité en santé en appuyant la mise en œuvre des ODD récemment adoptées. Les questions de transparence et de responsabilité ont été abordées. Lors de l'événement, des organisations et des représentants de *Think tanks* sur les politiques sanitaires mondiales ont présenté et discuté d'approches sur le développement mondial et de la façon dont les organisations mondiales de santé peuvent bénéficier de l'appui des *Think tanks* pour éclairer les politiques de santé.

L'événement a enregistré la communication de Mme Ilona Kickbusch, directrice, du Programme de santé mondiale du *Graduate Institute*, sur le thème : « Comment les organisations mondiales de santé peuvent-elle tirer le meilleur profit de réservoirs politique de réflexion sur la santé mondiale ? ». Une table ronde a été animée par Luiz Loures, Directeur général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif adjoint du Programme de l'ONUSIDA, en présence de grands spécialistes de la question.

✓ **Présentation du rapport du Fmi sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne**

Le FMI a procédé, le mardi 27 octobre 2015, à Dakar, au lancement du rapport sur les perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne. La rencontre a été présidée par M. Amadou Bâ, ministre de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal. Le rapport a été présenté par M. Roger Nord, Conseiller principal au Département Afrique du FMI. Sa présentation a été suivie d'un panel animé par Mme Thi Minh Phuong Ngo, du Bureau régional de l'UNICEF à Dakar, Mme Aïssatou Dème, chef d'entreprise et Fatou Cissé du CRES. Le Dr Cissé, par ailleurs Chef du département « Croissance et Equité » du CRES, a fait une communication sur le thème Pauvreté et inégalités. C'était en présence du Pr Abdoulaye Diagne, Directeur exécutif du CRES, de Ismael Dème, Directeur de la Recherche et de la Statistique de la BCEAO, de M. Ibrahima Sène PCA de la MIFERSO, de M. Birahim Seck du Forum civil, de Momar Ndao, président de l'Association des consommateurs du Sénégal (ASCOSÉN), et des autorités des institutions financières et bancaires, du patronat, etc.



✓ **Symposium sur l'Enfant au Sénégal : l'expertise du CRES partagée**



La Direction générale de la Planification et des Politiques économiques du ministère de l'Economie, des Finances et du Plan du Sénégal, en collaboration avec l'UNICEF, a organisé, du 17 au 18 décembre 2015, au King Fahd Palace à Dakar, un Symposium sur l'Enfant au Sénégal. La rencontre entrait dans le cadre de la célébration du 25ème anniversaire de la ratification de la Convention relative aux Droits de l'Enfant (CDE) au Sénégal. Le CRES, représenté par le Pr Abdoulaye Diagne et Fatou Cissé, a partagé les résultats de ses travaux à travers des communications sur *l'évaluation du Plan décennal de l'Education et le Formation*

(PDEF), l'*Estimation du coût de l'Enfant au Sénégal* et l'*Impact* sur le bien-être des ménages de la réforme fiscale au Sénégal.

Lors de la session plénière, le Pr Diagne a fait une communication sur le thème "*L'Enfant au Sénégal : une priorité économique, politique et sociétale*". C'était en présence de Ramatoulaye Ndao Diouf, Coordonnatrice de la Cellule d'Appui à la Protection de l'Enfant à la Présidence de la République, de Baïdy Agne, représentant du patronat privé, de El H. Oumar Diène, de l'Association des Imams et Oulémas du Sénégal, de Demba Kandji, Premier président de la Cour d'appel de Dakar et de Ian Hopwood (modérateur), Administrateur au CRES et président du Comité scientifique du symposium.

D. FORMATIONS/RENFORCEMENT DE CAPACITÉS

✓ **Voyage de recherche**

Du 10 mai au 10 juin 2015, Dr. Salimata Faye du CRES a effectué une visite de recherche à l'Institut UNU-MERIT de l'Université de Maastricht (Pays Bas) où elle a travaillé sur un article relatif au thème « Déterminants du déclassement salarial dans le marché du travail sénégalais : mesure et évidence ». A la fin de son séjour, elle a partagé les résultats de son travail, en présence du Pr. Théophile Azomahou, directeur de recherche, du Dr Maty Konté, du Dr Micheline Goedhuys et du Pr Pierre Mohnen.

✓ **Formation en montage de projets européens.**

Les projets européens, comme le programme HORIZON 2020, occupent une place centrale dans la recherche internationale, c'est pourquoi, ils suscitent beaucoup d'intérêt chez les équipes de chercheurs. Cependant, les dossiers de candidature aux appels à projet nécessitent un savoir-faire que les équipes de recherche ne possèdent pas toujours. C'est pour combler cette lacune que le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche de la République du Sénégal et l'Institut de recherche pour le développement (IRD) ont organisé une formation au montage de projets européens. Le CRES était représenté à cette formation par le Pr Abdoulaye Diagne, son Directeur exécutif, Fatou Cissé, point focal du projet *Nopoor* au CRES, le doctorant Adoum Weibigue et Doudou Ndiaye, Directeur de la communication.

La session a permis de présenter les orientations et les contenus du programme HORIZON 2020 et de former les participants à l'écriture de projets, afin de les rendre compétitifs.

✓ **Formation en community management et plaidoyer digital.**

Du 6 au 27 juin 2015, Doudou Ndiaye, Directeur de la Communication du CRES a participé à une formation en *Community management* et plaidoyer digital organisée par *Campaign For Tobacco Free Kids* (CTFK) en collaboration avec Nélam Services. CTFK est l'une des plus importantes organisations mondiales de défense des droits et de l'éducation des populations, particulièrement pour les questions liées au tabac. Entre autres missions, elle vise à :

- sensibiliser le public et les décideurs sur le problème et les solutions contre l'usage du tabac ;
- mobiliser les organisations et les individus à se joindre à la lutte contre ce fléau ;
- améliorer les efforts de prévention de l'usage du tabac à travers le monde par le partage de programmes et d'informations.

Les modules ont été dispensés par Jesse Danzig (Directeur des projets médias sociaux, Division des Communications internationales, CTFK), Eno Isong (Directeur associé, Division des Communications internationales, CTFK) et Karamokho Badiane (Nélam Services).

✓ **Soutenances de thèses de doctorat**

• **Fatoumata Lamarana Diallo Sow**

Mme Fatoumata Lamarana Diallo Sow, doctorante au CRES, a soutenu sa thèse de doctorat, le 21 juillet 2015, à la Faculté des Sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD).

La thèse, qui s'intitule : " Impact des programmes de repas sur l'apport en nutriments et les performances scolaires en milieu rural au Sénégal », a été soumise à l'appréciation d'un jury composé des professeurs Théophile Azomahou et Abdoulaye Diagne (Encadreurs), des Professeurs Seydi Ababacar Dieng (Président), Mbaye Diène et François Joseph Cabral (Membres).



- **Ousmane Sokhna**



Le 22 juillet 2015, Ousmane Sokhna a soutenu sa thèse de doctorant à la Faculté des Sciences économiques et de gestion (FASEG) de l'Université de Dakar (UCAD) sur le thème : "Impact des programmes des cantines scolaires sur l'accès et le maintien des enfants : évidence d'un essai randomisé dans les écoles primaires rurales du Sénégal». Le jury était composé des Pr Abdoulaye Diagne (Encadreur), Mbaye Diène (Président) ; et des Professeurs Théophile Azomahou, Seydi Ababacar Dieng, et François Joseph Cabral (Membres).

=> Participation à une école d'été. Docteur Fatoumata L. Diallo Sow a participé à une école d'été (*summer school*) sur l'analyse de la pauvreté multidimensionnelle du 03 au 15 Aout 2015 à Washington D.C. Cette session était organisée par "*Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI)*".

✓ **Stages**

- **Ousmane Traoré**



Le CRES a accueilli durant le premier semestre 2015, un stagiaire burkinabé du nom de Ousmane Traoré qui mène des recherches doctorales sous la supervision du Pr Abdoulaye DIAGNE.

- **Marie Madeleine Ndiaré Ndione**



Le CRES a aussi accueilli, depuis le lundi 02 février 2015, une stagiaire en communication, Marie Madeleine Ndiaré Ndione, titulaire d'une licence en communication des entreprises pour préparer un master en marketing et stratégie.

- **Mame Diarra Bouso SARR**



Titulaire d'un Master Professionnel en Science de Gestion à l'Université Dakar Bourguiba, Mame Diarra Bousso Sarr a intégré le CRES depuis le 31 août 2015 pour effectuer un stage de deux mois sous la direction du Pr Abdoulaye Diagne.

- **Benjamin Sedegan**



Benjamin Sedegan, ingénieur statisticien de formation est au CRES depuis juillet 2015 comme statisticien consultant. Il a travaillé sur un papier portant sur l'analyse en pseudo panel de la dynamique de la pauvreté au Sénégal. Après une participation à une étude intitulée : "Impacts des réformes fiscales sur les ménages sénégalais", il a intégré, depuis le mois de décembre 2015, l'équipe du CRES qui travaille sur le projet WAPP.

- **Fouty Alassane Fall**



Fouty Alassane FALL, étudiante chercheur diplômée du NPTCI (Nouveau Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire) en 2014, spécialisée en Economie de Ressources Humaines a intégré le CRES depuis le 20 mai 2015. Elle a fait ses études universitaires sanctionnées par un master en Economie Appliquée à UCAD, en 2012. Au CRES, elle travaille dans le cadre du programme WAAPP/ PPAO (Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest). Encadrée par le Pr. DIAGNE, elle prépare une thèse de doctorat qui porte sur : « Impact des techniques de lutte contre la mouche des mangues sur les revenus, les relations de genre et les conditions de vie des producteurs ruraux au Sénégal ».

- **Abou Abdoulaye Sow**



Abou Abdoulaye Sow est titulaire d'un master 2 en Economie et Politique Agricoles obtenu à l'Unité de Formation et de Recherche en Sciences Economiques et de Gestion du Burkina Faso, et à University of Ghana, Legon dans le cadre du Programme de Troisième Cycle Interuniversitaire (PTCI). Parallèlement, il a suivi une formation en planification des projets agricoles dans un Cabinet International d'Etudes et de Renforcement des Capacités (CIERC) au Burkina Faso.

M. Sow a intégré le CRES au courant du mois de mars 2015 en qualité de stagiaire dans le cadre de la préparation de sa thèse de doctorat intitulé « *Adoption des semences améliorées de riz et adhésion a des coopératives : une évaluation de leurs impacts sur les conditions de vie des producteurs de la vallée Sénégal* ». Actuellement, il est membre du Secrétariat technique de l'équipe de WAAPP sous la direction de M. Mbaye Ndoumbé Guèye.

- **Mme Ndèye Khary Ndiaye**

Titulaire d'un Master en transport et logistique, Mme Ndiaye collabore avec le CRES depuis 2009 dans le cadre de certains projets (PEP, CRDI). Elle est revenue en 2015 pour appuyer les activités du projet WAAPP, sous la coordination de M. Mbaye Ndoumbé Guèye, coordonnateur de ce projet.

E. PARTENARIAT

- ✓ **Visite de travail de la commission de l'UEMOA au CRES pour une exploration des axes potentiels de collaboration dans le domaine de la recherche**

Une mission du département recherche de l'UEMOA a rencontré les chercheurs du CRES le mardi 24 novembre 2015 en vue d'explorer les possibilités de partenariat entre leurs deux institutions. La délégation de l'UEMOA était composée de Mme Oulimata Faye et M. Souleymane Diarra du Centre de Programmation stratégique, de Recherche et de Veille (CSR) et du Conseiller George SEHOYE. Ils ont fait une présentation sur la stratégie de recherche de la Commission, les activités de recherche déjà engagées et à venir au niveau de la Commission. A leur tour, les chercheurs Fatou Cissé, Gaye Daffé, Mamadou Dansokho et Abdoulaye Diagne ont présenté les principaux travaux et activités du CRES. Les deux délégations ont par la suite exploré les axes potentiels de collaboration dans le domaine de la recherche, la possibilité de participation aux séminaires de présentation des résultats de recherche de la Commission et des « Think thank », la constitution d'une base de données commune sur les chercheurs et d'autres perspectives.



F. PUBLICATIONS

✓ Documents de recherche

- 1 Les trajectoires d'emplois des jeunes au Sénégal : entre « emplois faute de mieux » et projet professionnel par *Aminata Sall / Benoit Tine*
- 2 Sport et identité africaine par *Abdoulaye Sakho*
- 3 Un Modèle Macro économétrique du Sénégal par *EL H. Alioune Camara*
- 4 Gouvernance dans les institutions de microfinance : Contingence et apprentissage organisationnel par *Cyrille Onomo*
- 5 Catastrophes and poverty in developing countries – Chocs et pauvreté par *Abdoulaye Diagne*
- 6 Impact de la microfinance sur la pauvreté et les inégalités : Une analyse de causalité hétérogène en données de Panel par *Bangoura Lansana, Diaw Diadié, Lessoua Albert et Mbow Momar Khary*
- 7 Which factors lead to entry and exit of poverty in the developing countries : a meta analysis par *Abdoulaye Diagne*
- 8 Social protection : what about young people not in employment, not in education, not in training par *François Joseph Cabral*
- 9 Estimating the net effects of migration and remittances on poverty and enequality in Burkina Faso, Nigeria and Senegal par *Fatou Cisse, Gaye Daffe and Y. Bambio (ND¹)*
- 10 Effects of migration and remittances on child's time allocation : evidence from Burkina Faso, Nigeria and Senegal par *Fatou Cisse, Gaye Daffe and Y. Bambio (ND)*
- 11 Remittances and Development : Do Remittance Channels Matter par *A. Francis, F. Cisse, and T. Rambeloma (ND)*
- 12 The growth and poverty impact of the West african free trade agreement with the european union par *Fatou Cisse et Ismaël Fofana (ND)*
- 13 Déparasitage intestinal, cantines scolaires et performances scolaires au Sénégal par *Abdoulaye Diagne (ND)*
- 14 Catastrophes et transferts des migrants par *Abdoulaye Diagne (ND)*
- 15 Vulnérabilité et protection sociale par *Gaye Daffé (ND)*

✓ Notes de politique

- 1 Which factors lead to entry and exit of poverty in the developing countries : a meta analysis
- 2 Catastrophes and poverty in developing countries / Chocs et pauvreté
- 3 Social protection : what about young people not in employment, not in education, not in training
- 4 Femme Paix et Développement en Francophonie
- 5 Estimating the net effects of migration and remittances on poverty and enequality in Burkina Faso, Nigeria and Senegal *(ND)*
- 6 Effects of migration and remittances on child's time allocation : evidence from Burkina Faso, Nigeria and Senegal *(ND)*
- 7 Remittances and Development : Do Remittance Channels Matter? *(ND)*
- 8 The growth and poverty impact of the West african free trade agreement with the european union *(ND)*
- 9 Catastrophes et transferts des migrants *(ND)*
- 10 Impact de la microfinance sur la pauvreté et les inégalités : Une analyse de causalité hétérogène en données de Panel *(ND)*
- 11 Déparasitage intestinal, cantines scolaires et performances scolaires au Sénégal *(ND)*

¹ Non disponible

✓ **Articles publiés dans des revues scientifiques**

- 1 *Analysing the mobile banking adoption process among low income populations: a sequential logit model, in Economics bulletin vol. 35 issue, feb. 2015, Fall François Seck Fall, Ky Yaya, Birba Ousmane*
- 2 Un cadre réglementaire pour une révolution venue d'Afrique : des services financiers par téléphone mobile, in RLC 2872 n°45, octobre-décembre 2015 - *Abdoulaye Sakho*
- 3 *Non compliance and non response in school meals experiment Evidence from rural Senegal, in JAE -2015 - 287 - Fatoumata Lamarana Diallo, Abdoulaye Diagne, Theophile Azomahou*
- 4 *Human capital productivity, welfare and endogenous growth, Macroeconomic Dynamics, juillet 2015 , Mbaye Diène*

G. RESSOURCES HUMAINES

✓ **Le CRES renforce son personnel**



Boudy Sarr

M. Sarr a été recruté par le CRES en novembre 2015 pour occuper la fonction de Contrôleur de Gestion. Il a deux principales missions : le contrôle de gestion et l'audit interne. M. Sarr a débuté sa carrière en 2002 dans un cabinet d'expertise comptable de la place, en tant qu'auditeur, puis il a continué dans d'autres entreprises, notamment, à la Banque Régionale de Solidarité (actuelle ORABANK Sénégal) et à l'hôtel Terrou bi où il fut Contrôleur général jusqu'à la date de son recrutement par le CRES.



Ibra Fall

Le CRES a recruté en novembre 2015 M. Ibra Fall, ingénieur en management des organisations et diplômé de l'Ecole Supérieure Polytechnique de Dakar en Comptabilité-Administration-Finance. Il a rejoint le CRES pour y occuper le poste de Comptable, particulièrement dans le cadre du projet "Vivre avec l'eau". Son supérieur hiérarchique direct est Jean Jacques Badji.

✓ **Le CRES externalise son expertise**



Quelques mois après la soutenance de sa thèse de doctorat, Fatoumata L. Diallo Sow a été recrutée par le département de recherche de l'Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (AMAO) basée à Freetown, en Sierra Léone, pour une période de six mois.

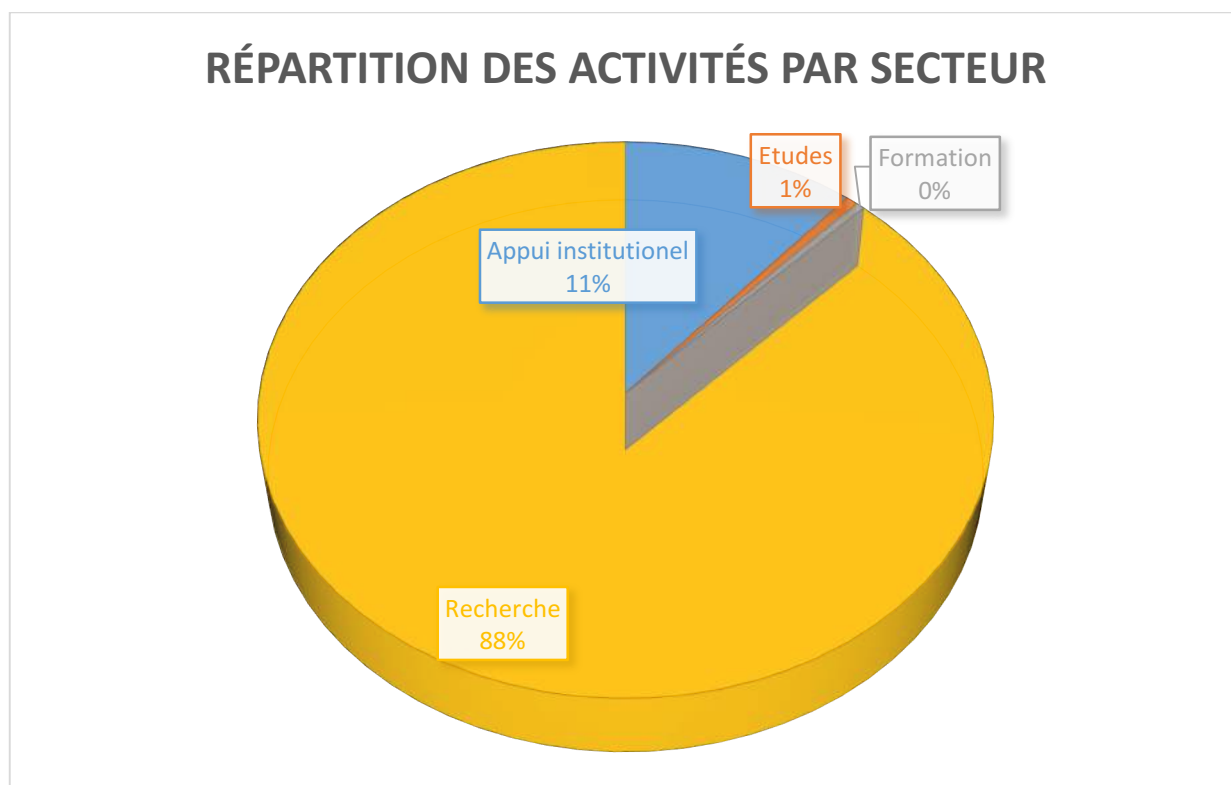
H. GOUVERNANCE ET PERFORMANCES ORGANISATIONNELLES

L'exercice 2015 a été la seconde année de mise en œuvre du second plan stratégique du CRES. Durant cette année, le Conseil d'Administration du CRES s'est réuni le 29 janvier 2015 pour statuer sur les points à l'ordre du jour, c'est-à-dire : (1) l'approbation des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration des 10 et 29 octobre 2013, (2) l'arrêté des comptes au 31 décembre 2013, (3) l'adoption du rapport d'activité annuel 2013, (4) l'adoption du budget de l'exercice 2015, (5) la création d'un département de droit, et (6) la création d'un pôle de prestations de services. Les conclusions de ce Conseil sont retracées dans le procès verbal élaboré à cet effet.

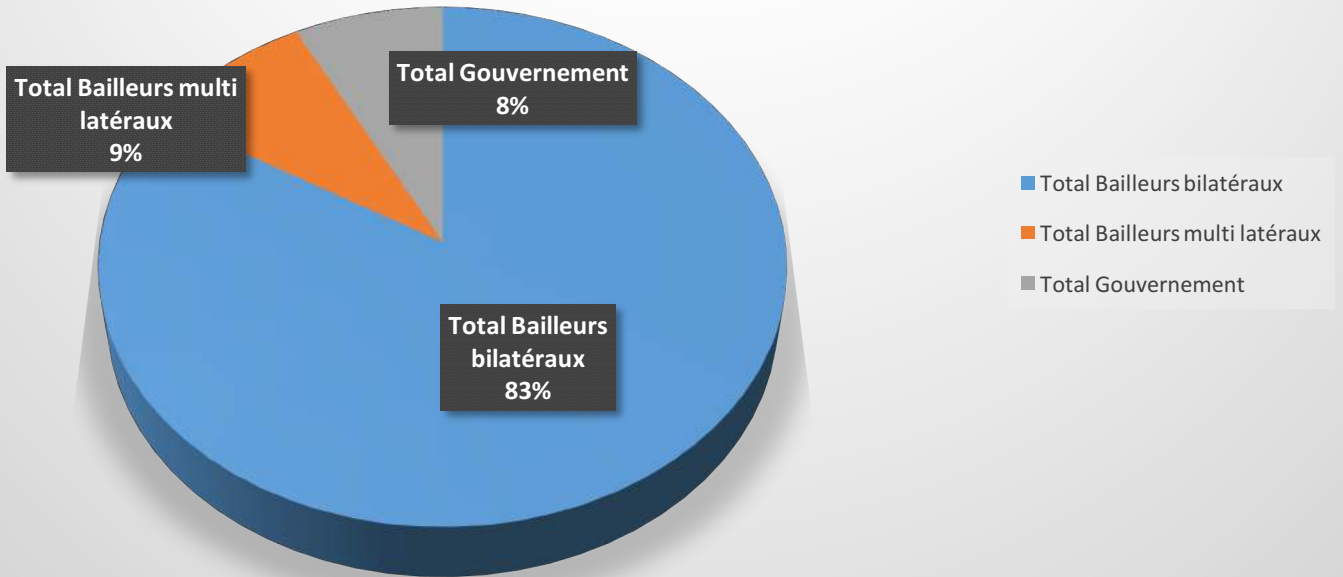
Les comptes du CRES au 31 décembre 2013 ont été revus par le cabinet Deloitte. Cet audit effectué selon les normes professionnelles généralement admises au plan international et telles que définies par l'IFAC, a abouti à une certification des comptes.

Le CRES a renforcé son équipe administrative et financière par le recrutement d'un contrôleur de gestion et d'un comptable. Il a aussi mis à jour son manuel des procédures pour être en phase avec les objectifs définis dans le nouveau plan stratégique.

RAPPORT FINANCIER 2015



Répartition des activités par sources de financement



Répartition des activités par domaines

